

**UNE PANDEMIE « SANITAIRE »**  
**A L'AUBE D'UNE PANDEMIE ECONOMIQUE**  
**Lettre ouverte à nos Députés & Sénateurs**

**« Il n'est de vraie richesse que celle du cœur, la solidarité un des piliers fondateur »**

Mesdames et messieurs Les Sénateurs,  
Mesdames et messieurs Les Députés,

Nous souhaitons tout d'abord nous adresser à toutes les personnes et les familles touchées dans leur corps et dans leurs cœurs par cette terrible épidémie et leur dire toute notre solidarité.

Mais nous voulons aussi nous adresser à l'ensemble **des chefs d'entreprises, petits ou grands, dirigeants associatifs, entrepreneurs de l'ESS, professions libérales**, qui aujourd'hui sont affectés par cette pandémie « sanitaire » et sont ou le seront aussi par cette pandémie économique.

Nous entendons leur souffrance, leur silence et observons leur déclin devant l'effondrement d'un projet, d'une vie ; nous les savons pour certains dans une extrême précarité poussant des portes auxquelles ils n'auraient jamais pensé.

A tous, nous voulons dire que nous sommes une poignée de femmes et d'hommes, de chefs d'entreprises, de dirigeants associatifs, d'entrepreneurs de l'ESS eux-mêmes touchés, mais profondément engagés, solidaires, pour eux et auprès d'eux.

Nous agissons sans cesse auprès de nos dirigeants pour défendre leurs intérêts, nous mettons en place des outils, des actions pour leur venir en aide, nos portes sont ouvertes, qu'ils entrent, **nous sommes leur maison**.

Le gouvernement comme vous le savez a ordonné un confinement général depuis la nuit de jeudi 29 à vendredi 30 octobre, sûrement renforcé dans les jours à venir.

Ce dernier a imposé la fermeture d'une partie de l'économie avec de lourdes conséquences, pour une grande partie de nos commerçants, artisans, TPE, PME, associations et libéraux.

Dans l'ensemble du pays, le commerce non essentiel reste fermé avec une distinction plus que discutable, puisque si la grande distribution et le e-commerce, entre autres, peuvent laisser leurs portes ouvertes, en revanche les petits commerces doivent tirer leurs rideaux, alors même que les dites grandes surfaces et e-commerce se trouvent à vendre les mêmes produits que les petits commerces, vêtements, jouets, bijoux, etc.

Nous avons tous observé depuis des années la montée des inégalités sociales ; nous connaissons depuis quelques jours de **nouvelles inégalités portant sur le traitement économique de nos entreprises.**

Si nous pouvons comprendre certaines décisions, nous ne pouvons pas les prendre pour argent comptant, sans réagir.

Même si nous sommes conscients, de l'urgence de la pandémie « sanitaire », (qui ne connaît pas un proche touché par cette maladie) et le désarroi de notre monde médical, nous souhaitons des décisions plus justes, **afin d'éviter demain une pandémie économique.**

Retravaillons sur les réels risques sanitaires, car enfin d'où viennent réellement les contaminations : de la sphère économique, ou de la sphère privée ? Prenons acte de ces éléments et prenons des décisions adaptées.

Ne pouvons-nous pas imaginer déjà des fermetures programmées puisque nous connaissons les cycles de la pandémie, elles permettront ainsi au monde économique de se projeter et de s'organiser, **GERER C'EST PREVOIR.**

Ce chantier est à mener d'urgence, chaque jour compte là aussi.

Certes le gouvernement est intervenu pour réduire la fracture en obligeant la grande distribution à fermer certains rayons, mais est-ce une situation acceptable et surtout viable ; nous ne le croyons pas, car opposer des forces nationales cela ne créera que de la faiblesse nationale, **en laissant au géant du net un boulevard économique sans précédent.**

N'avons-nous pas remarqué, l'arrivée du géant ALIBABA, après Amazon sur des campagnes de publicité, entre autres télévisées.

La question aujourd'hui est simple sommes-nous capable de solidarité dans ce pays, pas seulement d'attentisme de l'état mais de vraie solidarité entre entrepreneurs.

Si des pans entiers de l'économie souffrent, d'autres se portent mieux mais pour combien de temps ? **Les souffrants d'aujourd'hui ne pourront plus être les clients de demain, alors les équilibres seront détruits.**

Les forts ne peuvent vivre sans les plus faibles, car ils font partie intégrante de la même sphère économique.

Si 20 % des entreprises disparaissent, qui seront nos consommateurs de demain ?

Si les commerces fermes, que seront nos villages et nos galeries commerciales ?

### **Nous sommes l'interdépendance**

Alors nous ne voulons en rester là, en tant que syndicat professionnel nous devons nous engager encore plus vite, plus fort, **PLUS HAUT** et avec tous ; **pour nos entreprises et leurs salariés.**

Nous travaillons déjà sur nombre de domaines :

- La veille économique
- Les discussions avec les gouvernants
- La présence dans l'ensemble des mandats (conseil prud'hommes, tribunal de commerce, chambres consulaires, CESER, URSSAF, CAF, DIRECCTE...)
- La relation avec l'ensemble des organisations représentatives (MEDEF, CCI, Syndicats patronaux et de salariés)
- Les plans de formations
- Les commissions conseils gratuites permettant de répondre aux urgences juridiques, comptables et de formation etc.
- Les fiches post confinement pour l'aide à la décision
- Les webinaires sur les thématiques diverses (aides, chômages partiels, comment créer sa propre plateforme click and collecte)

A l'écoute du terrain et face à la précarisation de beaucoup de nos petits commerces, nous avons aujourd'hui décidé de passer **un pas important et de gérer nous-même ainsi notre avenir.**

## **Faire une réponse d'entrepreneurs pour des entrepreneurs**

Nous allons créer Le **FDIS** un **Fonds Inter-professionnel de solidarité** pour venir en aide de façon efficace auprès de nos professionnels du territoire. Nous voulons du pragmatisme, de la rapidité, de l'efficacité, être léger, agile et **percutant.**

Nous devons agir aujourd'hui, demain est déjà trop tard....

**Alors** en quoi consiste ce fonds :

**Il est tout d'abord solidaire**, il est mis en place **par des entrepreneurs au service des entrepreneurs.**

Ce fonds de solidarité inclusif interprofessionnel proposera aux entreprises d'être **vertueuses, écoresponsables et solidaires** ; nous leur demanderons de verser de l'argent sur ce fonds dé-fiscalisable (les entreprises performantes aujourd'hui doivent préserver leur marché de demain, l'effet dominos nous guette). Puisque les assureurs ne veulent pas indemniser, qu'ils versent une partie de leurs bénéfices sur ce fond. Au lieu de contraindre la grande distribution au profit des GAFAs, qu'elles sauvent le petit commerce.

**AIDEZ-NOUS A OBTENIR LES AGREMENTS**

Nous récupérerons aussi des fonds institutionnels non encore utilisés.

Une fois ce fonds créé, et conjointement, nous mettrons en place avec les structures existantes ou pas :

1. une cellule d'**alerte** : véritable système d'information nous permettant de capter et de gérer les situations d'urgences.
2. Une cellule de **traitement** : composée de 3 plateformes
  - a- une plateforme d'aide psychologique.
  - b- une plateforme d'aide technique.
  - c- une plateforme d'aide à la formation

Enfin et sous la proposition des différentes commissions, un collège de sages affectera des budgets précis, équilibrés, adaptés et justifiés à chaque entreprise qui en aura besoin et nous rendrons compte.

**La performance de ce fonds, et son impact économique et social, sera évalué par des expert reconnus.**

Nous avons déjà reçu beaucoup d'intérêt de la part de chefs d'entreprises, de politiques et d'institutionnels.

L'objectif vous l'avez compris :

**Nous devons créer un MOUVEMENT d'aides solidaires**

**De chefs d'entreprises pour les chefs d'entreprises.**

**Nous avons besoins de vous**

Dans le cadre de notre survie économique nous vous demandons aussi d'intervenir afin d'étendre le remboursement du PGE, sur une durée de 7 à 10 ans à un taux préférentiel.

Ce prêt doit correspondre au cycle de financement du rachat d'une entreprise, c'est cela la réalité.

Cette dette fonctionnera en quasi-fonds propre au même titre que les comptes courants d'associés, car s'est bien cela, nous sommes tous associés à cette catastrophe économique et nous devons être solidaires.

Nous sauverons ainsi beaucoup plus d'entreprises et nous étalerons les risques et les coûts des défaillances.

Et dans un contexte économique plus stable, les investissements pourront repartir en privilégiant ceux orientés **vers la transition écologique et l'inclusion sociale**.

Enfin, trouvons des solutions plus motivantes ou plus contraignantes pour les bailleurs, certains sont toujours frappés de surdité, poussons-les à l'écoute.

Si un système de bonus est mis en place (pourraient-ils défiscaliser la totalité de leurs dons de loyer sur une période de dix ans), un système de malus fiscal doit l'être aussi (pas un malus écologique mais un malus d'écoresponsabilité).

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Donnez-nous les outils, nous reconstruirons demain.**

**PHILIPPE LOISEAU**

Président de la CPME GIRONDE

**FREDERIC PETIT**

Vice-Président de la CPME GIRONDE/environnement et développement durable

**STEPHANE LONIEWSKI**

Vice-Président de la CPME GIRONDE/commerces

**CPME GIRONDE**

<https://www.cpmegironde.fr/>

202, rue d'Ornano

Immeuble Le Maréchal

33 000 BORDEAUX

tél. 05 57 54 20 95